

Charter **4** CHANGE

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**NOTE DE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA
LOCALISATION DE L'AIDE HUMANITAIRE.**

**APPEL A UN PARTENARIAT DE QUALITE POUR LA
MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DES HUIT
ENGAGEMENTS DE LA CHARTE POUR LE
CHANGEMENT-C4C EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

C4C-RDC A KINSHASA, 05-08 SEPTEMBRE 2022.

1 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire-C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdccongoresseau@gmail.com, upddbeongafrika@gmail.com

I. CONTEXTE DE LA LOCALISATION HUMANITAIRE AU NIVEAU MONDIAL-REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Le Sommet humanitaire mondial et le Grand Bargain ont mis une attention particulière sur le programme de la localisation avec l'aspiration à rendre l'aide « aussi locale que possible, aussi internationale que nécessaire ». Ce sommet a mis l'accent sur l'investissement international dans la capacité, la réponse et le leadership des intervenants nationaux et locaux avec l'implication des gouvernements national et local ainsi que la société civile¹. En effet, depuis le Grand Bargain et les engagements du Sommet humanitaire mondial en 2016, multiples parties prenantes - donateurs, agences des Nations Unies, ONG, groupes de la société civile et autres - ont consacré efforts et ressources pour faire progresser le processus de la localisation de l'aide humanitaire. Malgré ces efforts, il reste encore du travail à faire. Une réunion de bilan du groupe de travail sur la localisation organisée en 2019 a reconnu que si le programme de la localisation avait fait beaucoup de progrès, ce dernier « se doit encore de passer de la rhétorique à l'action, de la politique aux opérations, et de s'appuyer sur (plus) de preuves de la façon dont la localisation offre une aide humanitaire fondée sur des principes qui soient meilleurs et plus forts »².

Le programme de localisation, point essentiel de la mise en œuvre du Grand Bargain (Grande Négociation), et la portée de son ampleur ont gagné en clarté en 2017. À partir de cela, l'IASC (Comité permanent inter organisations) a partagé, début 2018, une définition commune de ce que représente un acteur local. Concernant la cible intitulée « au moins 25 % des fonds humanitaires vont aux opérateurs locaux et nationaux aussi directement que possible » d'ici 2020, les fonds rapportés au Service de traçabilité financière d'OCHA étant parvenus directement aux organisations non gouvernementales locales et nationales, ou fournis par un intermédiaire, représentaient 3,6 % de l'aide humanitaire en 2017. Cela constituait une hausse de 2,3 % en 2016 (rapport GHA 2018)³.

La charte pour le changement (C4C) vise à autonomiser et à promouvoir une réponse humanitaire dirigée localement dans le monde entier initié en 2015 et adoptée en 2016 à Istanbul (Turquie) est l'une des initiatives pour matérialiser la localisation. Elle vise à transformer le mode de fonctionnement du système humanitaire pour permettre aux ONG locales et nationales de jouer un rôle prépondérant et plus important dans la réponse humanitaire car vivant dans les communautés avant, pendant et après les crises humanitaires.

Grâce aux efforts de sensibilisation et des bonnes pratiques dans la matérialisation de la localisation humanitaire par les signataires et endosseurs de la charte pour le changement et les engagements de la Grand Bargain (Grande Négociation), plusieurs organisations

¹ Charter for Change PPT for Endorsers Nov 2019

² *Grand Bargain Localisation Workstream (2019): Outcome report from global meeting held 23-24 October 2019, Brussels.*

³ https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2018/Aug/Dossier%20Analytique_Renforcer%20les%20syst%C3%A8mes%20locaux_Final_20%20July.pdf

2 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire-C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdcngoreseau@gmail.com, upddheongafrika@gmail.com

internationales sont en train de signer tandis que des organisations du Sud sont en train d'endosser la charte pour le changement.

La charte pour le changement a été approuvée par plus de **510 organisations nationales et locales** de 57 pays à travers le monde dont 89⁴ en République Démocratique du Congo, appelant leurs partenaires internationaux à travailler à la signature des 8 engagements.

39 ONG internationales ont signé la Charte et engagé leurs organisations à changer leur façon de travailler en mettant en œuvre les 8 engagements pour les endosseurs afin de renforcer la responsabilité descendante du système humanitaire envers les communautés affectées.

Les ONG internationales soussignées s'engagent à apporter les changements identifiés dans la Charte pour le changement dans le cadre de leurs propres méthodes de travail organisationnelles afin que les acteurs nationaux basés dans le Sud jouent un rôle accru et plus important dans la réponse humanitaire.

- 1. Augmenter le financement direct accordé aux ONG des pays du Sud afin de soutenir l'action humanitaire**
- 2. Réaffirmer les Principes de Partenariat**
- 3. Introduire plus de transparence dans les versements effectués aux ONG locales et nationales des pays du Sud**
- 4. Lors du recrutement, préserver les capacités des acteurs locaux**
- 5. Mettre l'accent sur le rôle des acteurs locaux**
- 6. Aborder la question de la sous-traitance et l'égalité dans le processus décisionnel**
- 7. Renforcer les capacités opérationnelles et améliorer le soutien organisationnel**
- 8. Communications sur les partenariats à l'attention des médias et du public.**

Outre la charte pour le changement, d'autres initiatives pour matérialiser la localisation de l'aide humanitaire sont signalés entre autres :

- a) Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : L'utilisation des structures institutionnelles et des systèmes nationaux pour la gestion de l'aide, lorsque ceux-ci permettent d'être raisonnablement sûr que cette dernière sera effectivement mise au service des objectifs convenus, accroît l'efficacité de l'aide en renforçant durablement la capacité des pays partenaires d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, et de rendre des comptes à la population et aux instances parlementaires⁵.
- b) Le triple Nexus : Le Sommet Humanitaire Mondial en 2016 exhorte ainsi à transcender le fossé entre humanitaire et développement et à intégrer les acteurs de la paix. Cette nouvelle manière de travailler (**New Way Of Working**) défend ainsi une vision où les acteurs humanitaires, de développement et de paix travaillent de concert vers des résultats

⁴ https://drive.google.com/file/d/1OgltvvXyxtL2gyya5-9d9qlmb_TC0YkH/view

⁵ <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf>

3 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire- C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdccongorescau@gmail.com, upddheongafrika@gmail.com

collectifs, sur la base de leurs avantages comparatifs et en fonction de la spécificité du contexte⁶.

- c) L'agenda pour l'humanité : L'avenir de l'action humanitaire doit inclure les expériences et les points de vue de cet ensemble d'acteurs afin de s'adapter aux défis du XXI^e siècle⁷.
- d) Leadership humanitaire local ; « Les organisations locales ont d'importantes connaissances – sur la langue, la culture, l'histoire, la politique et la géographie – ainsi que de précieux réseaux. Ce sont elles qui devraient prendre l'initiative en cas d'urgence, plutôt que de suivre des ordres. » Carlos Mejía Directeur général d'Oxfam en Colombie⁸.
- e) Besoin d'une compréhension commune de la localisation par tous les acteurs, y compris le gouvernement et les ONG Internationales en vue d'éviter les interprétations différentes de ce qu'est la localisation et de ce à quoi elle devrait ressembler en RDC et de la manière d'y parvenir. Il en résulte un engagement collectif difficile à décrocher à moins qu'un positionnement commun ne soit confirmé à la fin de cette session si importante.

II. EVOLUTIONS POSITIVES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DE LA CHARTE POUR LE CHANGEMENT EN R.D. CONGO.

1. Réaffirmer les principes de partenariat : reprendre ici les avancés dans le modèle de collaboration entre acteurs, tels que développer en atelier.
2. Cesser d'amoindrir la capacité des acteurs locaux : Mettre en évidence ici les éléments de réponses sur la plus-value de la localisation, telle que ressortie lors des travaux des groupes, en atelier.
3. Renforcer les capacités opérationnelles et améliorer le soutien organisationnel : Mettre en évidence ici les différents modèles/stratégies de mise en œuvre pour le transfert des compétences, tels que développer en atelier (cfr Street Child, Diakonie et OXFAM GB).

III. PROBLEME ET DEFIS DANS L'APPLICATION DES ENGAGEMENTS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Bien que des efforts de promouvoir la localisation soient remarqués aussi bien au niveau des signataires et endosseurs de la charte pour le changement, d'autres parties signataires des engagements de Grand Bargain, certains défis restent à relever, parmi lesquels⁹ :

- **La maintenance de la sous-traitance en lieu et place du partenariat** : Il s'observe sur terrain l'application de la sous-traitance en lieu et place du partenariat. En effet, la

⁶ [Le Triple Nexus à l'épreuve du terrain : humanitaire-développement-paix. - Défis Humanitaires \(defishumanitaires.com\)](https://www.defishumanitaires.com/)

⁷ [Élaborer un Programme d'action pour l'humanité | Nations Unies](https://www.un.org/fr/development/digital-library/publications/developing-a-humanitarian-action-programme)

⁸ <https://www.oxfam.org/fr/le-pouvoir-des-leaders-locaux-dans-les-situations-durgence>

⁹ Atelier sur la localisation humanitaire en RDC, du 3 au 5 Mars, 2021 à Goma

⁴ Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire- C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdcngoresseau@gmail.com, upddheongafrika@gmail.com

sous-traitance est le mode le plus courant de collaboration entre les ONGI et les ONGL/N qui pour la plupart approchent les ONGI comme des bailleurs de fonds, des donateurs qui peuvent tout orienter et avec lesquels on doit engager moins de discussions. Les principes de partenariats sont moins connus par plusieurs membres du staff des ONGI qui, soit n'ont pas de politiques de partenariat ou soit communiquent moins sur le partenariat. « Pour des raisons de survie organisationnelle, les dirigeants des ONGN acceptent tout type de partenariat, sachant parfois même d'emblée qu'ils n'atteindront pas les résultats auxquels ils se sont engagés. Non seulement cela mine l'image de toutes les ONGN, mais ouvre également la porte à la corruption et au détournement des fonds ». Pour la plupart de cas ce sont les partenaires qui sont évalués faiblement sur le partenariat. Ceci est dû à un faible niveau de connaissance, de traitement et de compréhension des principes de partenariat.

- **Le renforcement des capacités tant vanté par les ONGI auprès des ONGL-N reste plus au niveau des formations qu'à un appui institutionnel** : Il est vrai que plusieurs membres du staff des ONGL/N participent à des formations organisées par leurs « partenaires » ONGI, néanmoins, l'instabilité du personnel pour le fait de non-paiement de salaire adéquat et déficits des projets pluriannuels font que les ONGL/N soient moins compétitifs face aux ONGI quand il s'agit de la compétition observée dans la recherche des financements. Ceci est l'une des conséquences de faible appui institutionnel (les frais administratifs mobilisés ne sont pas, dans la plupart des cas, équitablement répartis entre les ONGI et ONGL/N ayant mobilisés ensemble des fonds pour des projets). D'où l'incapacité de plusieurs ONGL/N à prendre en charge même les frais de fonctionnement de leurs organisations. A cela s'ajoute le faible appui du Gouvernement Congolais aux ONGL/N. Cela impacte aussi sur leur capacité de coordination et leur influence dans les espaces de prise des décisions.
- **L'accès direct au financement reste un vœux pieux** : Alors que la cible à atteindre à cet égards était de 25% de financement direct aux ONG des pays du Sud, la concurrence entre acteurs locaux, nationaux et internationaux dans la mobilisation des ressources, la faible implication des ONGL/N dans le développement des propositions des projets ainsi que le faible coaching par les ONGI sont parmi les facteurs qui continuent de mettre en mal l'engagement de 25% des fonds à être mobilisé directement par les organisations nationales. Même pour les opportunités de financement local, les ONGL/N restent les derniers servis. Les agences du système des nations unies viennent en première position, suivi des ONGI.
- **Le non-transfert des compétences vers les ONG Congolaises** : Les métiers de l'humanitaire connaissent une évolution, consistant à transférer les compétences vers les acteurs locaux. Pour que les interventions des ONGI aient une utilité durable pour les populations locales, il faut qu'elles arrivent à accepter de transférer les compétences vers les ONGN. En cas d'intervention directes des ONGI, qu'elles s'appuient directement aux

acteurs locaux ayant des connaissances sur place, utiliser leur savoir-faire, et les former à des techniques qu’elles ne maîtrisent pas. « Le personnel expatrié doit avoir cette fibre de formation, et transmettre ce qu’il sait avant de repartir » explique Laure Vivès.

- **La fuite des cerveaux ou mobilité du personnel local :** compte tenu de la limite des moyens financiers des ONGN-L, les personnels expérimentés dans les ONGN-L sont toujours recrutés par les ONGI et Agences des Nations Unies. Cette façon de faire fragilise l’émergence des acteurs locaux appelés à reprendre le processus de recrutement et de formation d’une nouvelle élite au sein de leurs organisations.

IV. LES OBSTACLES AU CHANGEMENT

Malgré un vaste consensus sur la nécessité de réforme, et d’engagements publics pour la soutenir, il y a tout une gamme d’obstacles qui l’empêche. Ceux-ci peuvent être d’ordre procédurier, financier, réglementaire et/ou culturel : ils vont de la résistance des ONGI au changement, à l’inertie, à la bureaucratie au sein de la structure humanitaire, et à l’inflexibilité des mécanismes de financement et des règles de conformité qui régissent les donations (compliance). Ces barrières ‘font obstacle à un engagement constructif et fructueux avec les acteurs humanitaires locaux et nationaux. En fait, toute la vision du monde du secteur humanitaire est un obstacle au changement. Les personnes touchées par les crises sont souvent considérées comme des victimes passives et/ou de simples bénéficiaires de l’aide ; les acteurs internationaux jouissent d’une plus grande confiance et sont moins passés en revue que les acteurs locaux (voir la section 7 sur le LHL dans les conflits et les contextes fragiles) ; et l’on accorde plus de valeur à l’expérience technique et aux pratiques de gestion ‘occidentales’ qu’à l’expertise locale et à la compréhension du contexte. Le grand déséquilibre de pouvoir entre les acteurs vient largement des inégalités dans le financement, les prises de décision, et la coordination. Le système humanitaire est très institutionnalisé ; il est axé sur les agences humanitaires des Nations Unies, le Comité international de la Croix Rouge (CICR), et les grandes confédérations d’ONGI qui, dans l’ensemble, comptent pour la vaste majorité des dépenses humanitaires et ont le plus d’accès aux donateurs institutionnels humanitaires. Le financement direct aux intervenants locaux et nationaux est resté en-dessous de 3% en 2017, ce qui est largement en-dessous de la cible globale de la Grande Négociation, qui exige que 25% du financement aille ‘aussi directement que possible’ aux intervenants locaux et nationaux.

Ce déséquilibre du pouvoir reflète un manque d’inclusivité et de diversité dans un système humanitaire international auto-réglementé, qui est aussi aveugle au genre.

V. LE CHANGEMENT SOUHAITÉ

Eu égard à ce qui précède, les partenaires signataires et endosseurs de la charte pour le changement estiment qu’il est possible de faire mieux et d’espérer le changement ci-après :


6 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire- C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdccongorescau@gmail.com, upddbeongafrika@gmail.com

- Un Partenariat de qualité et efficace pour plus d'autonomisation des ONGL/N ainsi que le partage des risques et gains : ce changement ne peut être possible que s'il y a une volonté manifeste des uns et des autres de faire respecter les principes de partenariat. Les ONGI ont été encouragées à adopter une approche plus inclusive pour définir et évaluer les besoins en capacités - en définissant les capacités et les contributions de tous les acteurs du partenariat plutôt que de se concentrer sur des lacunes spécifiques, par exemple, les lacunes techniques ou la capacité liée à la conformité.
- Il est essentiel de souhaiter avoir une interprétation commune, en tant qu'ONGI, Gouvernement Congolais, ONGN, Agence des Nations Unies, de ce qu'est la localisation pour éviter de servir certains agendas et se retrouver dans des situations où le gouvernement et les ONGN/L ont des attentes parfois irréalistes auprès des différentes parties prenantes à la localisation humanitaire en RDC.
- Une complémentarité entre acteurs humanitaires à la suite du renforcement mutuel des capacités : « La complémentarité est un résultat où toutes les capacités à tous les niveaux - local, national, régional, international - sont exploitées et combinées pour soutenir le meilleur »¹⁰

VI. SOLUTIONS POUR ARRIVER À CE CHANGEMENT

Les solutions préconisées sont les suivantes :

- **Définir et réglementer une politique nationale de partenariat et/ou l'action humanitaire (Par l'Etat congolais et ses partenaires)** : cette politique doit s'assurer de la représentation et la participation (présence et voix) de la population locale et les acteurs nationaux dans les mécanismes de coordination : y compris les clusters, Humanitarian Country Teams (HCT), réunions de coordination sectorielle et groupes consultatifs stratégiques. Cette politique devra donner la priorité à l'inclusion de tous dans les systèmes de coordination et souligner le rôle que jouent les acteurs locaux et nationaux dans l'action humanitaire.
- **Réglementer l'action humanitaire et définir la politique nationale en tenant compte de l'approche localisation.**

 Le rôle de l'Etat dans ce processus de la localisation humanitaire

- S'appropriier le processus de la localisation en mettant en place des politiques et stratégies contraignantes dans l'esprit de la loi 004 de juillet 2001 spécialement en son article 34, 42 et 43 ;
- Assurer le leadership et le suivi des interventions à tous les niveaux ;


¹⁰ Localization in practice" Learning Report "IMPACTUS-June 2020

7 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire- C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdccongorescau@gmail.com, upddheongafrika@gmail.com

- Définir et suivre la matérialisation de la politique générale de l'action humanitaire au niveau national en y incluant l'approche de la localisation de l'aide ;
 - Améliorer le système de communication entre le gouvernement de la RDC et les autres acteurs humanitaires ;
 - Améliorer la coordination des interventions entre les services concernés/impliqués et les ministères de tutelle ;
 - Développer un bon leadership avec une vision claire dans l'appui et l'accompagnement des acteurs humanitaires ;
 - Garantir la sécurité et l'accessibilité des acteurs dans les zones d'intervention ;
 - Revoir l'approche méthodologique d'évaluation de parties prenantes (des acteurs humanitaires) dans le processus de signature et d'octroi des accords-cadres.
- **Mettre en œuvre une stratégie de transfert des compétences, rassurer un appui technique et financier des ONGI Signataires C4C vers les ONGL-N (par les ONGI et agence du système de nations unies) :** Les évaluations des capacités doivent être réciproques pour identifier les lacunes en matière de capacités des acteurs internationaux et locaux, et s'accompagner de l'investissement et de l'engagement pour combler les lacunes identifiées.
- *Mettre en œuvre une stratégie de transfert des compétences, et assurer un appui technique et financier des ONGI Signataires de C4C (par les ONGI et agence du système des nations unies) vers les ONGL-N. Les évaluations des capacités doivent être conjointes pour identifier les lacunes des acteurs nationaux et locaux, s'accompagner de l'investissement ainsi que l'engagement pour combler ces lacunes.*
- 🌍 Que devait faire les acteurs Internationaux impliqués dans le processus de mise en œuvre effective des engagements du C4C
- Le respect effectif et la matérialisation de ces engagements C4C,
 - Le partage de l'information complète par le siège au sein de leurs différentes représentations pays
 - Toujours collaborer étroitement avec le gouvernement (définir les lignes de conduite pour la mise en œuvre de leurs engagements
 - Impliquer le gouvernement dans la mise en œuvre des réponses humanitaires
 - Respecter leurs engagements de la C4C
 - Accroître jusqu' à au moins 25% le budget des projets/programmes en faveur des ONGN/L
 - Rassurer les transferts des compétences des ONG Nationale et locale afin de réduire les risques de détournement, corruption, échec, antivaleurs.
 - Collaborer étroitement avec le gouvernement tant dans la planification que dans la mise en œuvre des réponses humanitaires tout en définissant les lignes directrices.

- Rassurer les transferts des compétences conséquents vers les ONG Nationale et locale afin de réduire les risques de détournement, corruption, échec, antivaleurs et violations des principes humanitaires.

➤ Réforme du système humanitaire en RDC pour qu'il devienne le plus inclusif possible (Par l'Etat congolais et ses partenaires) : « Il conviendra de finaliser rapidement la nouvelle architecture humanitaire et la rendre effective. Nous recommandons une réflexion sur la faisabilité et la nécessité d'une « décentralisation » des inter-clusters/de certains clusters. Cela permettrait d'avoir une remontée d'informations plus précises et plus directes par les bénéficiaires¹¹ ». Il conviendra de mettre en place et de soutenir, à l'instar de ce qui se fait pour les organisations internationales, une coordination des ONG nationales avec un Secrétariat.

 Quelle est la plus-value de l'approche de la localisation dans le système de l'aide humanitaire en RDC

- Les acteurs locaux sont disponibles et maîtrisent mieux le contexte. Ce qui permet une réponse adaptée car ils connaissent bien le milieu, la langue, la culture, les bénéficiaires et leurs besoins réels
- La réponse rapide et flexible vu que les acteurs nationaux sont toujours disponibles
- L'appropriation des actions et la réponse en faveur de la communauté en tant qu'acteur et bénéficiaires ;
- L'efficacité et l'efficacé lors de la réponse en situation d'urgence
- Une bonne transition entre l'urgence et le développement
- Un bon transfert des compétences au niveau local implique une réelle appropriation de l'action
- La redevabilité à tous les niveaux et vis-à-vis des parties prenantes.

➤ **Promouvoir les financements prévisibles, flexibles, pluriannuels (Bailleurs de fonds) :**

Des lignes budgétaires existent pour le renforcement institutionnel des partenaires nationaux et locaux sur une visée pluriannuelle. Il est nécessaire de maintenir, voire augmenter, les contributions vers les mécanismes de types fonds commun car ils offrent un levier pour les ONG nationales et locales. Pour preuve, le taux d'accès des ONG nationales au fonds commun pour la RDC est passé de 7% à 30% en une année¹² ». En outre, « il faut élaborer une planification dite de relèvement et de ne pas attendre d'être arrivé au bout d'un cycle d'intervention pour le faire.

De plus, dans les situations où une partie de la population se trouve en situation de crise humanitaire et une autre dans un contexte dit de relèvement, il faut que les deux types de

¹¹ Comprendre le Grand Bargain et sa mise en œuvre sur le terrain: Perspective et expérience des ONG en République Démocratique du Congo, Rapport, 17-18 Avril 2019, Forum des ONGI en partenariat avec NGO Voice

¹² Idem

9 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire-C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdccongorescau@gmail.com, upddheongafrika@gmail.com

planifications aillent de pair et se renforcent mutuellement. En RDC, les ONG regrettent que les mécanismes de financement dits « fonds de transition ou de relèvement » ne soient pas activés. Le problème du manque de « symétrie des conditions de contractualisation constitue aussi un obstacle à l'accès au financement ». Ainsi, par exemple, lorsqu'une agence du système onusien signe avec un bailleur puis contracte avec une ONGN/L, celle-ci n'applique pas forcément les mêmes conditions de contractualisation sur le dernier contrat et ne fait pas passer les « avantages » de son contrat initial (en termes de frais administratifs, durée du contrat, modalité de rapportage, etc.)¹³ ».

Il faut donc veiller à ce que **des partenariats stratégiques à plus long terme soient explorés** et / ou en place, au-delà des projets et des financements à court terme, en soutenant les capacités organisationnelles et intérêts du partenaire national, au-delà des projets ; intégrer des collaborations stratégiques dans la réponse humanitaire au niveau local et des stratégies de sortie.

- **Prôner plus la complémentarité, la collaboration au lieu de la concurrence, entre d'une part les ONGN/L et l'autre part les ONGI ainsi que les Agence du système de Nations Unies**, en soutenant le leadership national et local dans la réponse aux crises humanitaires. Garantir que les acteurs internationaux n'investissent dans des mécanismes de réponse et de coordination parallèles qui constituent un grand pas pour l'implication de la représentation nationale et locale dans le processus de prise de décision. En 2017, environ 10 parties prenantes ont montré des exemples prometteurs de bonnes pratiques dans un nombre limité de pays, tout en développant des modules de formation et des lignes directrices pour les consolider et les étendre¹⁴.
- **Développer selon une approche consultative et participative un cadre opérationnel pour la réponse humanitaire** en impliquant un large éventail de parties prenantes. Il s'agit notamment les acteurs étatiques, les ONG nationales et locales, les ONG internationales ainsi que les bailleurs et donateurs. Il doit être élaboré grâce à un processus hautement participatif et consultatif, processus impliquant un large éventail de parties prenantes à divers stades de son développement. Ces parties prenantes comprennent des acteurs nationaux et locaux de la réponse humanitaire, des représentants du gouvernement, organisations non gouvernementales internationales et donateurs/fournisseurs de ressources pour la réponse humanitaire nationale et les membres du Comité de pilotage national.

 Que devait faire les acteurs Nationaux et locaux

- Toujours bien collaborer étroitement avec le gouvernement
- Echanger entre acteurs nationaux et le renforcement mutuel des capacités
- S'organiser en Forum pour une meilleure coordination

¹³ Idem

¹⁴https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2018/Aug/Dossier%20Analytique_Renforcer%20les%20syst%C3%A8mes%20locaux_Final_20%20July.pdf

10 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire-C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdccongorescau@gmail.com, upddbeongafrika@gmail.com

- Améliorer la gouvernance au sein de leurs Organisations
- Mettre en place des outils programmatiques définissant clairement la vision, la mission, objectifs et les filières d'intervention
- Définir leurs rôles et responsabilités de son apport à la communauté locale ?
- Mettre en place des mécanismes d'autofinancement et d'autres politiques de bonne gouvernance et d'autonomisation progressive (ne pas seulement compter sur le financement des bailleurs), - attentisme.
- Jouer un rôle d'avant-garde dans la réponse humanitaire au niveau communautaire
- Sauvegarder sa crédibilité et son intégrité au sein de la communauté
- Prendre conscience et engager les acteurs locaux dans le processus de capacitation (apprentissage)
- Être ouvert, favorable au système de réseautage et de la coordination entre les acteurs à tous les niveaux.

VII. ENGAGEMENTS DE L'ETAT CONGOLAIS, DES ONGN-L, ONGI ET AGENCES DES NATIONS UNIES PARTICIPANTS A L'ATELIER.

1. Transferts des capacités :

Le Gouvernement, les ONGL-N, les ONGI et les Agences du Système des Nations Unies mettent en place des plans communs de transfert des compétences (sur la base des besoins exprimés en matière de développement organisationnel par les différentes parties prenantes). Ces plans doivent aider à renforcer le leadership humanitaire local, en vue de favoriser les bonnes pratiques de gouvernance (gestion administrative et programmatique, matérielle et financière), dans le respect des principes de partenariat (égalité, responsabilité, complémentarité, transparence, approche centrée sur le résultat) ainsi que la redevabilité.

2. Participation :

Le Gouvernement et les partenaires humanitaires internationaux s'accordent de favoriser la participation des acteurs locaux et nationaux dans le débat sur les politiques de financement et de prise des décisions dans le secteur humanitaire. Pour ce faire, une stratégie de matérialisation effective de la localisation humanitaire et de développement, sera développée par les différentes parties prenantes de l'écosystème humanitaire en RD Congo.

3. Complémentarité :

Les acteurs internationaux s'engagent à travailler de façon coordonnée avec les acteurs étatiques en qualité de partenaires qui appuient et renforcent et non comme partenaires de substitution.

Les Agences du système des Nations Unies et les organisations internationales s'engagent à travailler conjointement avec les organisations nationales et locales afin de renforcer leurs capacités dans une logique de transfert des compétences et de stratégies de sortie (une

complémentarité nouvelle qui laisse la mise en œuvre des projets aux acteurs locaux). Elles s'engagent aussi à faire évoluer les bonnes pratiques de telle sorte que leurs actions appuient la réponse et le leadership humanitaires des acteurs locaux.

4. Qualité :

Les organisations Non gouvernementales locales et nationales s'engagent à travailler dans le respect des normes et standards humanitaires internationaux en collaboration avec les acteurs présents dans l'écosystème humanitaire de la RDC afin d'atteindre les objectifs escomptés. Elles s'engagent aussi à rendre compte du résultat de leur travail en toute transparence à l'ensemble des parties prenantes.

5. Financement :

- *Sous la facilitation des ONGI, les ONGL-N, créer un espace de coordination afin d'établir le contact régulier avec les donateurs et bailleurs de fonds, mais également faire en sorte que les activités et le budget soient discutés autour d'une table et que les conclusions soient consensuelles. (Les acteurs internationaux favorisent cette interlocution, en partageant leurs contacts et leur savoir-faire éventuellement).*
- *Faire en sorte que la gestion du partenariat devienne plus horizontale et non verticale, les activités et le budget soient discutés autour d'une table et que les conclusions des discussions soient consensuelles.*
- *Les donateurs et bailleurs de fonds doivent définir de manière spécifique les appels d'offre par catégorie d'intervenants (ONGL, ONGN, ONGI, les agences du système des Nations Unies) pour une meilleure coordination.*

6. Suivi des engagements :

Pour s'assurer d'un meilleur suivi du niveau de réalisation des engagements, une plateforme des organisations signataires et endosseurs de la charte pour le changement œuvrant en RDC est mise en place réunissant les différentes parties prenantes du Grand Bargain, du Charte pour le Changement et du NEAR notamment.

VIII. CONCLUSION

Ce processus collectif vers des réponses humanitaires dirigées localement, qui garantissent que les acteurs locaux (au niveau de la communauté, du district et du pays) et les personnes dans les communautés affectées jouent un rôle de leadership fort, est inextricablement lié à celui de remaniement, de partage et / ou d'abandon des formes établies de pouvoir des acteurs humanitaires internationaux (donateurs, ONGI et ONU). À l'échelle mondiale, cela a pris la

forme d'un ensemble d'engagements divers (qui pourtant se chevauchent), tels la Charte pour le changement (The Charter for Change) et la Grande Négociation (The Grand Bargain).

Le discours humanitaire sur le 'transfert du pouvoir' est traditionnellement associé aux capacités financières, décisionnelles et techniques pour concevoir et mettre en œuvre des projets d'aide. Celles-ci sont généralement entre les mains de quelques ONGI et des agences des Nations Unies, et doivent 'passer' d'ici' (mondial) à 'là-bas' (local, plus proche des personnes affectées).⁵ Cependant, la conversation sur le pouvoir doit prendre une perspective beaucoup plus large et plus diversifiée : une perspective qui reconnaît qu'il existe différentes formes de pouvoir qui interagissent entre elles dans le système humanitaire. Celles-ci vont au-delà du pouvoir financier, décisionnel et technique qui va du 'donateur' à la 'personne affectée' (avec de nombreux 'intermédiaires' entre les deux). Elles comprennent : le pouvoir des connaissances locales, le pouvoir de la propre expérience des personnes affectées, le pouvoir des réseaux locaux et le pouvoir des acteurs locaux et communautaires d'être capables de poursuivre leurs objectifs malgré le manque de financement et d'autres ressources.

Un appel à l'action

Le système humanitaire, qui est actuellement dominé par les acteurs internationaux, doit changer. Il doit délibérément évoluer vers une capacité locale accrue, en reconnaissant le pouvoir des nombreux et divers acteurs locaux et nationaux qui travaillent à promouvoir et à partager **la force, la voix et l'espace**, et en plaçant les personnes touchées par les crises au centre de la réponse humanitaire. Cela est nécessaire de toute urgence pour corriger un système humanitaire déséquilibré, patriarcal et surchargé. L'action humanitaire doit être 'aussi locale que possible, et aussi internationale que nécessaire' afin que les personnes touchées par les crises reçoivent une meilleure assistance.

Ainsi, **un changement dans la mentalité ainsi qu'à l'intérieur de l'organisation** pourraient aider chacun à jouer un rôle dans le rassemblement des parties prenantes et à faciliter le dialogue au lieu de mettre en œuvre des projets.

13 Note de plaidoyer national pour faire Booster le changement du système humanitaire et rendre effective la localisation humanitaire-C4C/RDC, Septembre 2022 A KINSHASA. Contact du Point focal du Réseau C4C/RDC : +243998802284, +243814206071, E-mail : c4crdcngoresseau@gmail.com, upddbeongafrika@gmail.com


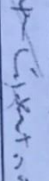



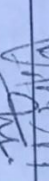
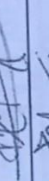
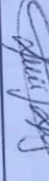



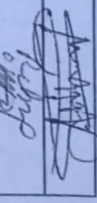




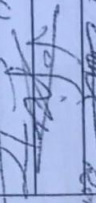
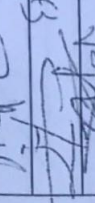
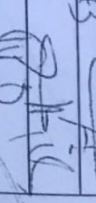



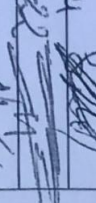


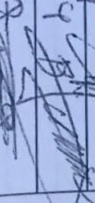
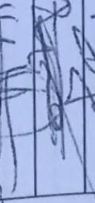



LISTE DES PRESENCES

DATE: 05/Septembre/2022

LIEU: Son Hotel / Kinshasa

ACTIVITE: Atelier de réflexion et planification pour préparer l'approche de vaccination en République Démocratique du Congo.

N°	NOMS ET POST NOMS	SEXES	STRUCTURES	FONCTIONS	CONTACTS	SIGNATURES
01	KALONSA MOUTSHIAT L	F	FORUM PER ONUT	Coordonneuse de l'EDU	082283432	
02	GILBERT ZADOMBAK O	M	DIKONIE K.	CHEF DE MISSION	0321080824	
03	JEAN-CLAUDE MUKHINDA B.	M	STREET CHILD	DIRECTEUR REGIONAL	097600619	
04	JEAN-PIERRE ELALI IKKHO	M	RADIO OKAPI	Coordinateur de l'EDU	081235277	
05	THOMAS ONGASA A	M	TIG F	PC A	099894444	
06	JUSTIN UTMUGUMA	M	ECHO	Coordinateur progr.	0890033328	
07	ROSENE MOKABI	F	ACTIONAID	Programme officer	021401862	
08	RUTH KIROKO	F	AEJFDC	Programme officer	0995243753	
09	JOSEPH PAUL M'BOBO	M	RONHD	Secrétaire	0817522444	

10	Emmanuel VASIERA	F	ANSD	Secrétaire Exécutif	093912908	
11	RICHARD KIRIMBA	M	CoPi-RDC	PC A	099907385	
12	Blaise KUBANGA	M	CAPE	Conseiller Médical	097646584	
13	Elmond KUBANDA	M	SOPROP	Coordinateur	097737777	
14	Robert RAMAZANI LUCUNBU	M	CADAH-RDC	Coordinateur	084222392	
15	SAFI - MUJINGA	F	BONHD	Coordinateur	082528560	
16	KADANDA KUNENBU FRANCOIS	F	SEAHASN	Coordinateur	070022143	
17	Victoire MILANDU MONIKA	F	SEAHASN	Coordinateur	0850930459	
18	PATRICK KABVICA	M	SEAHASN	Coordinateur	0819700173	
19	Sabine MEHNER	F	Amesade Alluagne	Coordinateur	0813214211	
20	AMUNDO KIMAMBI SAMBIRA	F	ASSFDC	Chargé de Program	0815018824	
21	INNOCENT MBUMBA	M	LIZABEEL	Directeur Exéc.	099463742	
22	Gilbert MUGISHO	M	COMOVA	Coordinateur	081525599	
23	MESCHAC NAKANYAUVENGE	M	CYC-RDC	Coordinateur	0938802584	
24	CLEMENT NGANABISA	M	ACTUAITE	Coordinateur	094044161	
25	CONSTANTIN MANDANGA	F	R-INC	Coordinateur	0999931444	
26	Mare Musunguzi	M	OXFAM	Coordinateur	08134246	
27	DECARD CHIRHA MUKHAMBO	M	PADCO	Coordinateur	099862383	
28	Yaphiel MBIZI	M	PROFAM	Coordinateur	0828938549	



Belgique
partenaire du développement



OXFAM

**Charter 4
CHANGE**



28	DIEU-MERCI--SUEKA	M	R.T.N.C	CAMERIAN MAN	08904446	Ht
29	FABRICE MANDINO N'DENGA	M	Bcg	Table	081759618	Handy
30	LAURIANE MBOMBO MAKELE	F	Bcg	Protocol	0818647825	
31	MILONGO-DAMENGE MARIE VERNANTIE	F	Bcg	Protocol	0816865733	
32	STEFANUS MBAMBAH KESOMBO	F	Bcg	Protocol	081759618	
33	JEAN-SEGE MABEMBO	M	OXFAM.	Organisation	08192028156	



Belgique
partenaire du développement



OXFAM

Charter 4
CHANGE



28	DIEU-MERCI-SUEKA	M	R.T.N.C	CAMERUNIAN	08904446	Ht
29	FABRICE MANDU N'DENI	M	Bcg	Table	081759618	Handy
30	LAURIANE BROUERE MAKELE	F	Bcg	Protocol	0818647525	
31	MILONGO-DAMERE MARIE VERNANT	F	Bcg	Protocol	0816865733	
32	STEFANOT MBAMBA KESUMBO	F	Bcg	Protocol	081759618	
33	JEAN-SEBASTIEN MABEMBO	M	OXFAM	Organisation	08192028156	